



DIRECCTE Nord-Pas-de-Calais

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**Non à la création de ZONES de NON-DROIT du TRAVAIL !**

**Non à la dégradation de nos conditions de travail !**

*Rassemblement avec les unions locales et régionales le 26 mars à 15 heures  
devant la DIRECCTE,*

Depuis plus de 3 mois, les agents de l'inspection du travail de la région, avec le soutien de nos syndicats et des unions locales, expliquent à notre hiérarchie que la nouvelle organisation (issue du plan dit Sapin) mise en place le 1<sup>er</sup> décembre dernier est intenable, ingérable et inacceptable, en termes de conditions de travail comme de qualité du service public rendu aux usagers.

L'administration rencontre en effet de graves difficultés dans la mise en œuvre de sa réforme (ici en Nord-Pas-de-Calais comme un peu partout). Ces difficultés découlent en premier lieu des suppressions de postes (18 postes supprimés soit 12 % du nombre d'agents de contrôle) et du gel des postes pendant la « période transitoire » actuelle, et qui est prévue pour durer encore 6 ans.

Cette organisation (si l'on ose dire) **fait apparaître une multitude de « trous », de postes et de secteurs non attribués** à un agent de contrôle. L'administration étant incapable de présenter des éléments d'évaluation de la charge de travail, **l'intersyndicale a évalué<sup>1</sup> le nombre des postes manquants, à 42 équivalents temps plein a minima**. Sur 46 secteurs sur les 129 que compte la région où le contrôle des entreprises de + de 50 salariés n'est plus assuré. C'est pourquoi nous parlons aujourd'hui de la création de véritables « **ZONES DE NON-DROIT DU TRAVAIL** ».

**Les conséquences prévisibles de cette gestion par la pénurie seront sans conteste un contrôle minimal ou inexistant ainsi qu'une coupure croissante entre les services d'inspection et les salariés.**

Suite au **rassemblement avec les unions locales et régionales des syndicats du 12 février dernier**, qui a été incontestablement une réussite (200 personnes présentes), le direccte (M. Bénévise) a décidé de suspendre les convocations aux entretiens « pré-disciplinaires » des inspecteurs, reconnu l'existence de « difficultés » et d'un « conflit », et proposé aux organisations syndicales de la DIRECCTE, en attendant la réponse de la DRH nationale concernant les effectifs, de discuter sur le contenu des intérimaires à réaliser et d'« aménagements ».

**Aujourd'hui, nous n'avons toujours aucun signe de la DRH nationale et après 4 réunions avec la direction, force est de constater que rien n'a avancé.** (En l'état des discussions avec la direction, par exemple à l'unité territoriale du Nord-Lille, 21 inspecteurs sur 25 de l'unité territoriale du Nord-Lille se trouverait avec 2 intérimaires en plus de leur section pour les 6 années à venir) ;

---

<sup>1</sup> Voir le document en pièce jointe.

**C'est pourquoi nous avons demandé à nouveau aux unions locales et régionales des syndicats de nous apporter leur soutien. Et elles répondent présentes.**

**Nos syndicats nationaux ont également appelé nos collègues d'autres régions à participer à ce rassemblement.**

**Nous vous invitons au point presse que nous tiendrons le 26 mars à 15 heures devant les locaux de la DIRECCTE, 70 rue Saint Sauveur (à côté de la mairie de Lille).**

**Contacts:**

**Pierre JOANNY (SUD Travail) 06 84 09 92 72**

**Kamel GRAZEM (CGT TEPF) 06 46 23 20 43**

**Grégory ACAKPO-ADDRA (SNU-FSU) 06 77 08 21 16**

**Nicolas PICAUVET (FO TEPF) 06 62 41 70 57**

Lille le 23 mars 2015